
Éclairage

Situation sociale
des pays européens
depuis le début de la crise



Avertissement

Sauf mention contraire, les données « France » concernent la France métropolitaine et les départements d'outre-mer hors Mayotte.

Les chiffres essentiels sont actualisés régulièrement sur les sites internet de l'Insee (www.insee.fr) et d'Eurostat (<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>) pour les données internationales.

Les comparaisons internationales contenues dans cet ouvrage s'appuient sur des données harmonisées publiées par Eurostat, qui peuvent différer des données nationales diffusées par les instituts nationaux de statistique.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

La fécondité en France résiste à la crise

Luc Masson*

À la suite de la crise économique débutée en 2008, la fécondité recule dans la plupart des pays européens. La France semble faire figure d'exception : elle est le seul pays d'Europe à avoir une fécondité stable et élevée depuis 2006. Elle est en 2013 le pays européen où la fécondité est la plus élevée. La fécondité des pays plus durement frappés par la crise, l'Espagne, la Grèce et le Portugal, a récemment baissé. Cette baisse résulte notamment du report des projets de parentalité : l'âge à la première maternité y a augmenté plus rapidement qu'auparavant. Pour les autres pays européens, la tendance à la hausse de la fécondité observée avant la crise ne s'est pas poursuivie. Si la baisse du revenu a pu jouer un rôle dans l'évolution de la fécondité, c'est surtout la hausse du chômage qui semble l'influencer. Cet effet reste cependant modeste : un impact n'est perceptible qu'en cas de forte dégradation du marché du travail. Les politiques familiales, malgré leur importance pour expliquer les différences de niveau de fécondité entre pays, ne semblent guère avoir amorti les effets de la crise sur la fécondité.

La crise financière a débuté en 2007 aux États-Unis sur le marché des *subprimes*. Elle s'est ensuite amplifiée et propagée. En 2008, l'économie mondiale est entrée en récession. Si la plupart des pays européens sont sortis de la récession depuis 2010, la crise économique se prolonge, le chômage reste élevé et l'incertitude sur l'avenir demeure importante. En 2013 comme en 2009, les deux tiers des Européens déclarent être incapables de se projeter au-delà des six prochains mois (Eurobaromètre).

Les facteurs qui influencent la fécondité de manière générale sont nombreux : facteurs économiques mais aussi culturels, religieux, désir d'avoir ou non des enfants, etc. Il est difficile de les isoler les uns des autres et d'établir l'ensemble des causalités.

Les crises économiques peuvent avoir un impact sur la fécondité : à court terme sur le calendrier des naissances, et à plus long terme, sur la **descendance finale**, c'est-à-dire le nombre d'enfants qu'aura eu une personne au cours de sa vie. En se limitant aux seules conditions socio-économiques des personnes, plus facilement mesurables que les facteurs culturels, deux effets s'opposent en matière de fécondité. D'une part, la baisse de revenu, liée au chômage par exemple, peut freiner le désir d'enfant. L'instabilité professionnelle peut aussi provoquer un report des décisions de fécondité dans l'attente d'une situation plus propice. Une conjoncture économique déprimée peut inciter les jeunes à rester dans le système scolaire et retarder la mise en couple, le mariage et les projets de parentalité qui en découlent [Pailhé, 2010]. D'autre part, une baisse de revenu diminue aussi le revenu auquel un parent doit renoncer s'il s'arrête de travailler ou réduit son activité professionnelle pour élever un enfant. En particulier, ce coût de « renoncement » est plus faible pour les femmes en période de chômage qu'en période d'emploi, ce qui pourrait inciter certains couples à avoir un enfant pendant ces périodes de chômage, la maternité ayant alors moins d'impact immédiat sur leur vie professionnelle. D'un point de vue psychologique, l'incertitude économique peut aussi

* Luc Masson, Insee.

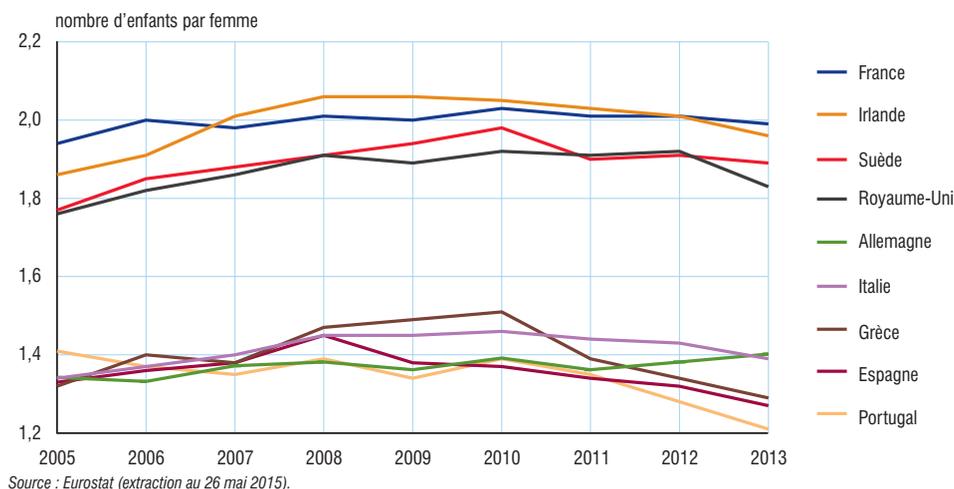
constituer une motivation pour avoir des enfants, la sphère privée servant alors de refuge aux personnes ayant peu de prises sur leur situation économique [Friedman, 1994].

Théoriquement, il est impossible de savoir quel effet prédomine et sur quels aspects de la fécondité il joue. Empiriquement, de manière générale, les crises économiques retardent les naissances, en particulier les premières [Pison, 2011], mais ne réduisent pas la descendance finale des populations [Pailhé, 2010]. C'est ce qui a été observé en France depuis 60 ans : lors des ralentissements économiques passés, la fécondité a diminué dans les années suivant la crise, ce qui a été compensé ensuite par une reprise de la fécondité une fois la crise terminée. Les effets des crises économiques sont cependant variables d'une récession à l'autre et d'un pays à l'autre. Aussi, la persistance de celle qui a débuté en 2008 et ses effets importants et durables sur le chômage invitent à la prudence. S'il est encore trop tôt pour mesurer ses effets sur la descendance finale, il est d'ores et déjà possible d'observer ses premières conséquences sur la fécondité dans certains pays de l'Union européenne choisis sur des critères de taille, de diversité des modèles sociaux et d'intensité du choc économique subi. La France, qui avait avant la crise un niveau de fécondité élevé, l'a-t-elle maintenu ? Constitue-t-elle une exception au sein de l'Europe ? Et se comporte-t-elle aujourd'hui comme lors des crises économiques passées ?

Depuis 2006, seule la France a une fécondité stable et élevée

L'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) est stable en France depuis 2006 : il se situe autour de 2 enfants par femme et n'a pas baissé suite à la crise économique commencée en 2008, contrairement à ce qui est observé dans plusieurs pays européens (figure 1). La France est ainsi devenue le pays européen où la fécondité est la plus élevée. En revanche, les pays méditerranéens les plus durement frappés par la crise ont connu des baisses importantes de fécondité. L'ICF espagnol est ainsi passé de 1,45 enfant par femme en 2008 à 1,27 en 2013, celui du Portugal a diminué de 1,39 à 1,21 entre 2010 et 2013 et celui de la Grèce a baissé encore plus fortement, passant de 1,51 enfant par femme en 2010 à 1,29 en 2013.

1. Évolution de l'indicateur conjoncturel de fécondité



D'autres pays ont connu des baisses moins importantes. C'est le cas de l'Irlande et de l'Italie qui, après avoir connu de fortes hausses entre 2005 et 2008 (respectivement + 0,20 et + 0,11 point), ont vu leur ICF baisser entre 2008 et 2013 (respectivement de 0,10 et 0,06 point). La fécondité au Royaume-Uni a cessé de progresser à partir de 2008 (+ 0,15 entre 2005 et 2008 mais + 0,01 entre 2008 et 2012) avant de chuter en 2013 (- 0,09 point). Les Suédoises, quant à elles, étaient de plus en plus fécondes jusqu'en 2011, année qui a vu l'ICF suédois baisser de 0,08 point. Au final, seules les fécondités de la France et de l'Allemagne paraissent insensibles à la crise, la France ayant pour spécificité une fécondité à la fois stable et élevée au cours de cette période alors que la fécondité allemande, bien qu'en légère progression depuis 2011, est restée basse.

L'âge à la première maternité augmente plus rapidement qu'auparavant dans les pays du sud de l'Europe et au Royaume-Uni après 2008

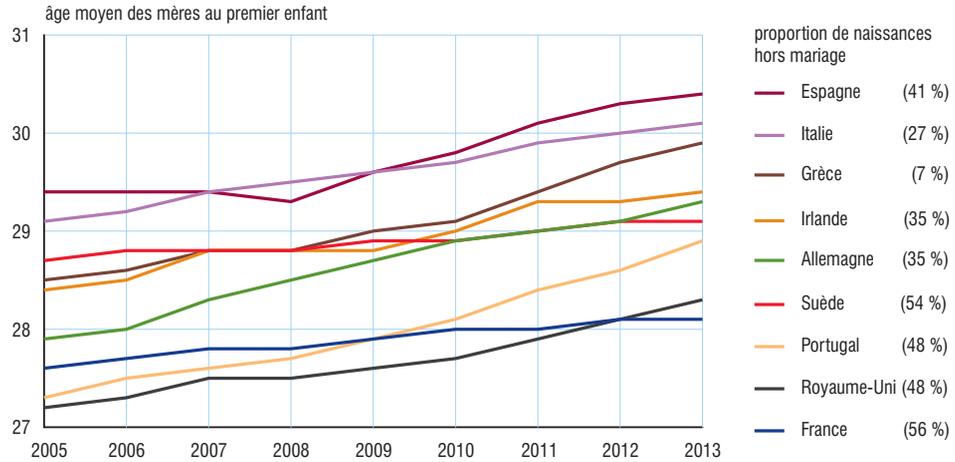
Les comportements conjoncturels de fécondité retracés par l'ICF peuvent être éclairés par l'âge à la maternité, en particulier l'âge au premier enfant, dont l'augmentation reflète des éventuels décalages de calendriers de naissance. Cela a pu être observé lors de précédentes crises économiques.

Depuis le début des années 1980, l'âge à la maternité augmente dans tous les pays industrialisés. Cette hausse est liée à la généralisation des études supérieures, au désir de plus en plus important de vivre un certain temps à deux et d'avoir une situation stable avant d'avoir un enfant [Davie, 2012]. La crise économique peut l'accentuer, en particulier pour les premières naissances. En effet, les jeunes sont souvent les plus durement touchés, ce qui peut les conduire à repousser le mariage ou la mise en couple et donc les naissances. La crise a moins d'impact sur les naissances suivantes, qui respectent généralement un espacement en partie programmé [Pison, 2013].

Dans les pays où les modes de formation de la famille alternatifs au mariage (Pacs, union libre) sont très répandus, comme en France et en Europe du Nord, il est plus facile de quitter sa famille d'origine et de fonder un nouveau ménage que dans les pays où la parentalité est davantage liée au mariage, comme en Europe du Sud [Pfirsch, 2011]. Dans les pays du sud de l'Europe, les jeunes adultes ont tendance à prolonger le temps passé avec leurs parents et à repousser leur projet de mise en couple et donc de conception. Traditionnellement dans ces pays, le départ du foyer coïncide avec le mariage et de plus en plus souvent avec l'installation dans un logement en propriété. Une crise économique peut compliquer les conditions nécessaires à la formation d'un nouveau foyer. Le report de la première naissance à la suite d'une crise économique est donc plus fréquent dans les pays où les naissances hors mariage sont plus rares. De fait, si entre 2005 et 2013, l'âge moyen à la première maternité a augmenté dans tous les pays européens étudiés, il a progressé plus rapidement après la crise dans les pays d'Europe du Sud.

En 2013, les naissances hors mariage ne représentent que 7 % des naissances en Grèce, 27 % en Italie et 41 % en Espagne, pays où l'âge moyen des mères au premier enfant est élevé (figure 2). Au Portugal, les naissances hors mariage correspondent à environ la moitié des naissances et l'âge moyen des mères au premier enfant est un peu moins élevé. La Grèce, l'Espagne et le Portugal, qui ont pour point commun une fécondité basse et qui a diminué, ont tous connu une accélération marquée de l'âge des femmes à la première maternité avec la crise : en Grèce et au Portugal, cet âge augmentait respectivement de + 0,3 et + 0,4 an entre 2005 et 2008, contre respectivement + 1,1 et + 1,2 an entre 2008 et 2013. En Espagne, l'effet est encore plus important : l'âge des mères au premier enfant s'était stabilisé avant la crise (- 0,1 an) avant d'augmenter fortement depuis 2008 (+ 1,1 an). Ce recul de l'âge de la primo-maternité explique en partie la baisse de fécondité dans ces trois pays.

2. Évolution de l'âge moyen des mères au premier enfant entre 2005 et 2013 et proportion de naissances hors mariage en 2013



Source : Eurostat (extraction au 26 mai 2015), Services statistiques nationaux, Human fertility database.

Parmi les autres pays étudiés, seul le Royaume-Uni a connu une augmentation de l'âge à la première maternité un peu plus rapide après 2008, malgré une proportion élevée de naissances hors mariage (près d'une sur deux). Il est passé de 27,2 ans à 27,5 ans entre 2005 et 2008 (soit + 0,3 an), puis de 27,5 ans à 28,3 ans entre 2008 et 2013 (+ 0,8 an). Cette accélération s'est traduite dans ce pays par une baisse récente mais importante de la fécondité.

La hausse de l'âge à la première maternité est légère en France entre 2005 et 2013 : 28,1 ans en 2013 contre 27,6 ans en 2005, sans accélération après la crise : + 0,2 an entre 2005 et 2008, + 0,3 an entre 2008 et 2013. En France, en 2013, près de six enfants sur dix naissent de parents non mariés.

L'Allemagne, l'Italie et l'Irlande, dont les proportions de naissances hors mariage sont proches du tiers, ont connu une hausse importante de l'âge des mères au premier enfant entre 2005 et 2013 (respectivement + 1,4, + 1,0 et + 1,0 an), mais sans modification de cette tendance durant la crise. L'âge des mères à la première maternité en Suède a, comme en France, peu évolué entre 2005 et 2013 passant de 28,7 ans à 29,1 ans.

La hausse de l'âge des mères au premier enfant, qui décale les naissances suivantes, n'implique pas nécessairement une baisse de la descendance finale. De manière générale, les couples qui ont retardé leur projet de fécondité ont leurs enfants une fois la crise terminée, ce qui se traduit par une hausse de la fécondité en sortie de crise [Pison, 2013]. Mais ces résultats ont été observés sur des crises moins longues et moins aiguës. Les fortes modifications de calendrier des naissances en Grèce, au Portugal et en Espagne pourraient, si elles perdurent, avoir un impact sur le nombre final d'enfants des générations concernées.

En général, les crises économiques du passé semblent avoir eu un effet sur la fécondité, en France comme dans les autres pays. Ainsi en France, la Grande Dépression des années 1930, le choc pétrolier de 1973 et la récession économique de 1993 ont été suivis par une baisse de la fécondité (*encadré 1*). Lors de la crise de 1993, les conséquences de la baisse de l'activité économique sur la fécondité ont été plus marquées encore en Suède et dans les pays d'Europe de l'Est. Certes, il existe des contre-exemples, comme la Finlande où la fécondité a augmenté durant la crise économique, violente, du début des années 1990 [Pailhé, 2010]. Les facteurs sont donc multiples et les causalités complexes à démêler.

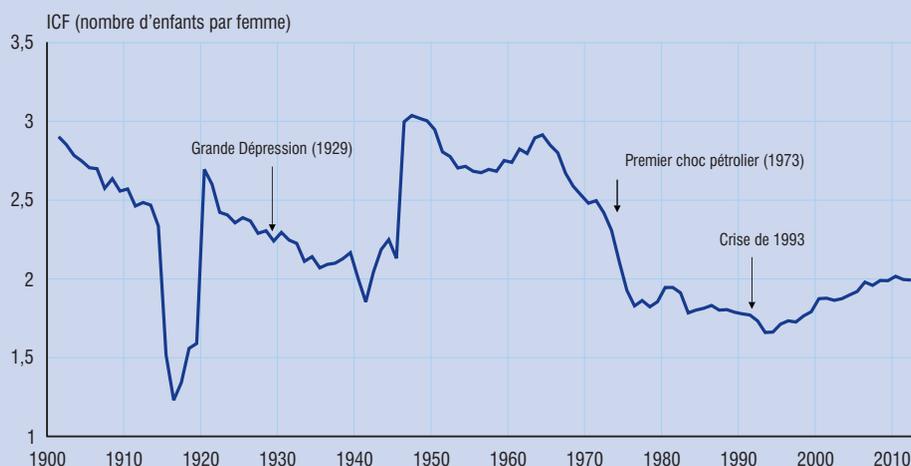
Encadré 1

Crises économiques et évolution de la fécondité française

En France, les naissances ont chuté lors des trois principales crises économiques du XX^e siècle (figure). Lors de la Grande Dépression, l'indicateur de fécondité est ainsi passé de 2,31 en 1928 à 2,07 en 1935. Ce mouvement a accentué une baisse déjà enclenchée depuis le début du siècle. En 1973, année de hausse brutale du prix du pétrole, l'ICF baisse fortement. Le taux de fécondité était déjà en baisse rapide avant le choc pétrolier, marquant la

fin du *baby-boom*, mais la crise a coïncidé là encore avec une accentuation du phénomène : l'ICF baisse de 2,31 enfants par femme en 1973 à 2,11 l'année suivante avant d'atteindre un point bas en 1976 (1,83 enfant). La récession de 1993 coïncide avec une baisse de la fécondité, l'ICF passant de 1,73 en 1992 à 1,67 enfant par femme en 1993, niveau le plus bas observé sur plus d'un siècle (hors période de guerre).

Évolution de l'indicateur conjoncturel de fécondité en France depuis 1900



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, état civil et estimations de population.

Pourquoi la fécondité en France n'a-t-elle pas réagi à la dernière crise ? La France a-t-elle été moins touchée que d'autres pays par la crise et la récession ? Dispose-t-elle de mécanismes plus importants d'amortisseurs des effets de la crise ?

Pour répondre à ces questions, nous passons en revue successivement l'effet de différents facteurs susceptibles d'agir sur la fécondité : le **taux de chômage**, les revenus, le niveau de confiance des ménages et la part du PIB consacrée aux dépenses en faveur des familles.

Le chômage, une influence avérée mais modeste sur la fécondité

De manière générale, le chômage a un impact négatif sur la fécondité, en particulier le chômage persistant, répandu en Europe depuis les années 1980. La relation entre chômage et fécondité varie néanmoins selon l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et le pays de l'individu. Si toutes les études réalisées à ce sujet montrent un effet négatif du chômage des hommes sur la fécondité, les résultats sont plus contrastés pour les femmes. Chez les femmes peu qualifiées, par exemple, le chômage a tendance à accélérer la naissance du premier enfant [Pailhé, 2010]. La relation entre fécondité et chômage dépend aussi de l'ampleur de la montée de ce

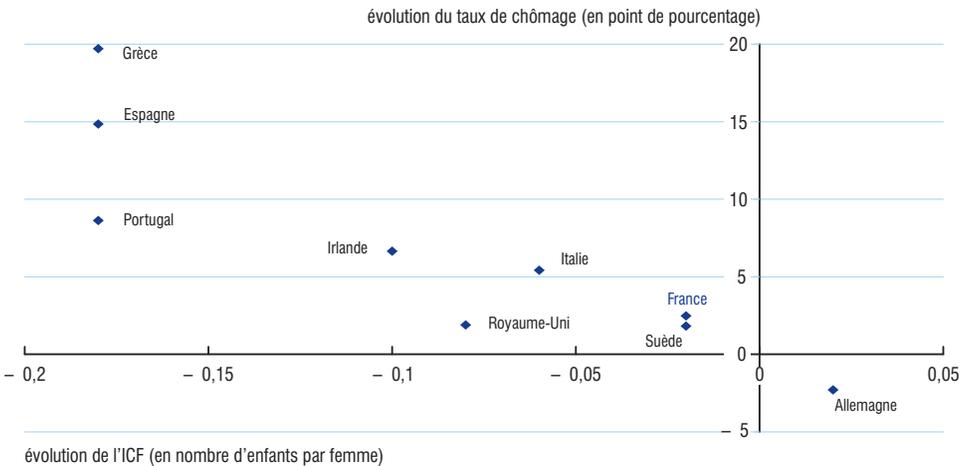
dernier : en moyenne dans les pays de l'OCDE, l'indicateur de fécondité baisse de 0,09 enfant par femme lorsque le taux de chômage double [Goldstein, 2009].

En Europe, entre 2008 et 2013, l'indicateur de fécondité a baissé le plus dans les pays qui ont connu les plus fortes hausses du chômage (*figure 3*). C'est le cas de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal où le chômage a augmenté de respectivement 19,7, 14,8 et 8,6 points, alors que la fécondité baissait de 0,18 enfant par femme. Malgré des hausses du chômage d'ampleur différente dans ces trois pays, allant du simple au double entre le Portugal et la Grèce, la fécondité a évolué de la même manière entre 2008 et 2013. Deux explications peuvent être avancées. L'effet du chômage sur la fécondité ne semble pas linéaire et les tendances n'étaient pas les mêmes avant la crise : contrairement à l'Espagne et à la Grèce où la fécondité augmentait fortement dans les années précédant la crise, celle du Portugal était stable.

La hausse moins élevée, quoique forte, du chômage en Irlande et en Italie (respectivement + 6,6 et + 5,4 points) a eu un effet plus modéré sur la fécondité (baisse de l'ICF de respectivement 0,10 et 0,06 enfant par femme). Le Royaume-Uni est un cas à part puisque la baisse de la fécondité (- 0,08 enfant par femme) ne semble pas être liée à l'évolution du chômage dont la hausse n'est pas négligeable mais demeure beaucoup moins importante que dans les pays précédemment cités (1,9 point). La France et la Suède ont connu des évolutions comparables du chômage (respectivement + 2,5 et + 1,8 points), mais leur fécondité est restée stable. La fécondité est également restée stable en Allemagne dans un contexte de recul du chômage.

Alors que le chômage est considéré comme l'un des indicateurs économiques les plus influents sur la fécondité, son effet reste finalement modeste : un effet n'est perceptible qu'en cas de forte dégradation du marché du travail.

3. Évolutions du taux de chômage et de l'indicateur conjoncturel de fécondité entre 2008 et 2013



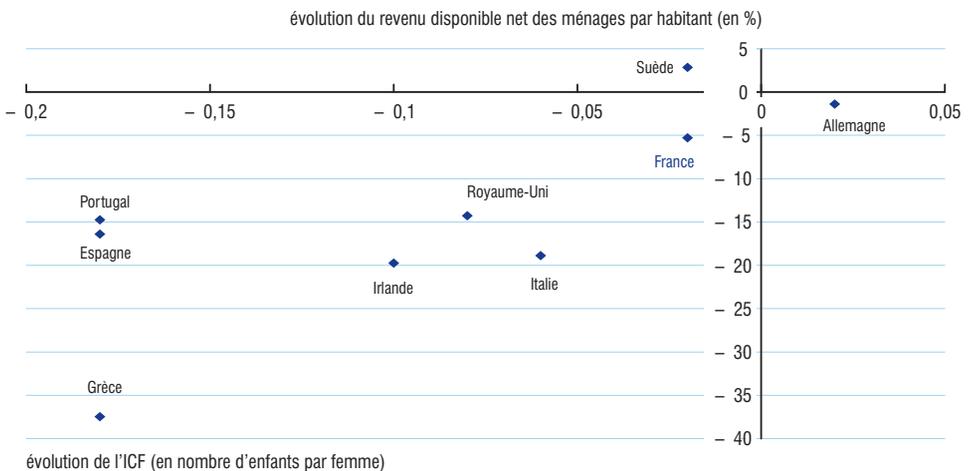
Lecture : en France, le chômage a augmenté de 2,5 points et le taux de fécondité a baissé de 0,02 enfant par femme entre 2008 et 2013.

Source : Eurostat (extraction au 26 mai 2015).

La fécondité baisse dans les pays où le revenu a fortement chuté

Le **revenu disponible net** par habitant (corrige des effets de l'inflation) semble aussi avoir une certaine influence sur l'évolution de la fécondité, même si le lien paraît plus lâche (*figure 4*). Entre 2008 et 2013, la Grèce a connu la même baisse de fécondité que l'Espagne et le Portugal alors que la diminution des revenus des ménages grecs était beaucoup plus importante, plus de deux fois supérieure aux ménages espagnols et portugais (-37,5 % contre respectivement -16,4 % et -14,7 %). La baisse de revenus des ménages irlandais et italiens (-19,7 % et -18,9 %) est plus importante qu'en Espagne et au Portugal contrairement à la baisse de leur fécondité (-0,10 et -0,06 enfant par femme). Si le chômage n'a pas beaucoup évolué au Royaume-Uni entre 2008 et 2013, ce n'est pas le cas des revenus nets, qui ont fortement diminué (-14,3 %). Cette évolution peut en partie expliquer la baisse de la fécondité au Royaume-Uni (-0,08 enfant par femme). La France et l'Allemagne n'ont pas subi de chute importante des revenus et leur fécondité a peu évolué. La légère hausse des revenus des ménages suédois (+2,8 %) n'a en revanche pas eu d'effets positifs sur la fécondité qui est restée stable.

4. Évolution du revenu disponible net par habitant (corrige de l'inflation) et de l'ICF entre 2008 et 2013



Lecture : en Irlande, le revenu disponible net par habitant (corrige de l'inflation) a baissé de 19,7 points et l'ICF a diminué de 0,1 enfant par femme entre 2008 et 2013.
Sources : Eurostat (extraction au 26 mai 2015), OCDE.

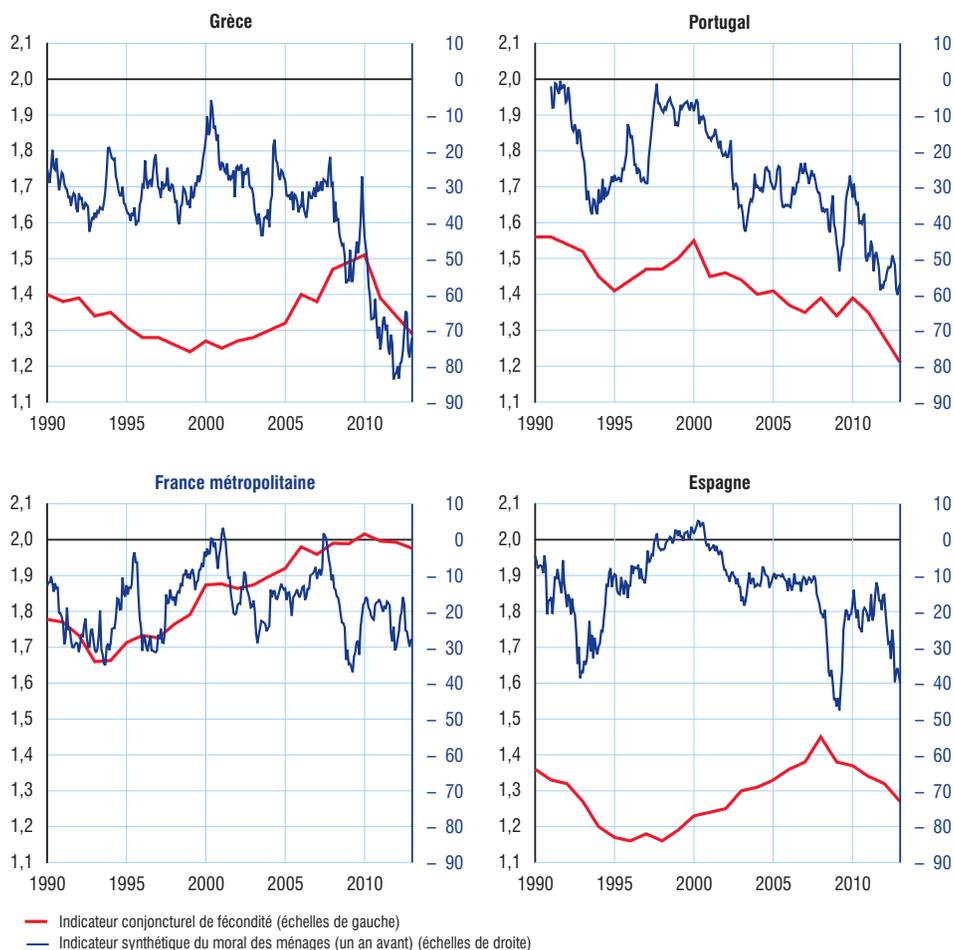
La baisse du moral des ménages en France depuis la crise n'a pas affecté la fécondité

Avoir un enfant est un engagement sur le long terme. La confiance des ménages en l'avenir peut donc aussi expliquer certaines évolutions des comportements de fécondité. Les personnes pessimistes sur la situation générale de leur pays sont susceptibles de repousser leur projet de parentalité en attendant des jours meilleurs. Dans certains cas, la perception générale de la société peut même avoir plus d'influence sur les comportements de fécondité que l'évolution concrète de la situation des personnes. Des études ont montré une relation positive entre l'indicateur de confiance des ménages et le taux de fécondité [Sobotka, 2009 ; Fokkema *et al.*, 2008].

Afin de comparer les évolutions de fécondité et de moral des ménages dans plusieurs pays européens, l'indicateur synthétique du moral des ménages tiré de l'enquête de conjoncture auprès des ménages a été retenu. Calculé à partir de l'opinion que portent les ménages sur leur environnement économique et leur situation personnelle pour l'année à venir, il est harmonisé au niveau européen. Pour le comparer à l'évolution de la fécondité, il est décalé d'une année.

En France, l'indicateur de fécondité et l'indicateur synthétique de confiance des ménages connaissent des inflexions allant qualitativement dans le même sens jusqu'en 2008, avant d'évoluer indépendamment l'un de l'autre : l'ICF reste à un niveau élevé et proche de 2 enfants par femme entre 2008 et 2013, alors que la confiance des ménages chute fortement sur cette même période (figure 5). Dans les trois pays où la fécondité a le plus fortement baissé depuis 2008, les évolutions comparées de la confiance et de la fécondité sont très différentes. Si les deux indicateurs se superposent relativement bien au Portugal, ce depuis les années 1990, ce n'est pas le cas en Espagne et en Grèce. Dans ces deux pays, après la chute de la confiance lors de la crise économique de 1993, la fécondité n'augmente pas avec l'indicateur de confiance une fois la crise passée. L'ICF augmente ensuite fortement de 2003 à 2008 pour l'Espagne et de 2005 à 2010 pour la Grèce sans que la confiance des ménages n'évolue sur ces périodes. En Grèce, la fécondité continue d'augmenter entre 2008 et 2010 alors même que la confiance s'effondre. Néanmoins, les fécondités de la Grèce et de l'Espagne baissent ensuite en lien avec des niveaux de confiance globalement bas.

5. Évolution du moral des ménages et de l'ICF entre 1990 et 2013



Lecture : en France métropolitaine, l'indicateur conjoncturel de fécondité est de 1,78 enfant par femme en 1990, alors que l'indicateur de confiance des ménages était de -13 en décembre 1989.

Source : Eurostat, enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages / Camme.

Dans les autres pays d'Europe, les baisses de niveau de confiance n'impliquent pas nécessairement une baisse de la fécondité. L'Allemagne a connu une diminution importante mais temporaire de la confiance des ménages fin 2008 sans effet sur l'indicateur de fécondité (*annexe*). En Suède, la confiance baisse aussi de façon temporaire fin 2008 alors que l'ICF ne recule qu'en 2011. Au Royaume-Uni, il n'y a pas d'affaïssement de la confiance qui pourrait expliquer la chute soudaine de la fécondité en 2013, même si elle coïncide avec des niveaux de confiance plutôt bas les deux années précédentes pour les standards du pays. En revanche, l'ICF de l'Irlande et de l'Italie baissent conjointement à l'indicateur de confiance au début des années 1990 et après 2008. Au final, sur l'ensemble des pays européens, les liens entre indicateur de confiance et évolution de la fécondité apparaissent limités.

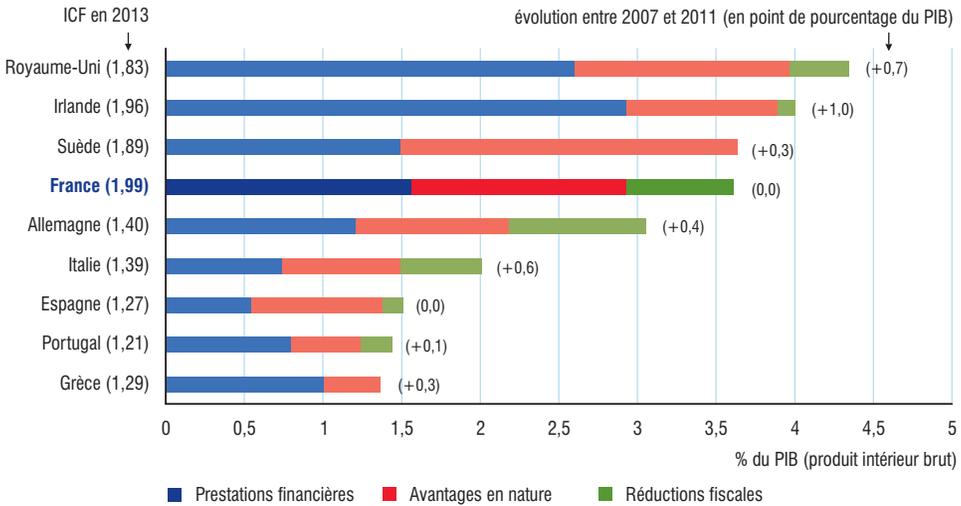
Comme le montrent les évolutions du taux de chômage, des revenus disponibles et de l'indicateur de confiance des ménages, la France a globalement mieux résisté au choc économique que beaucoup de pays européens. Sa fécondité n'a pas réagi à la hausse du chômage. Ce n'est pas le cas en revanche dans d'autres pays européens. Les années précédant la crise, on assistait à une hausse générale de la fécondité en Europe. Si la tendance ne s'est pas inversée dans chaque pays, elle a au moins été ralentie après 2008. La crise de 2008 n'aura probablement pas d'impact, en France, sur la descendance finale. Il est plus délicat de se prononcer pour les pays les plus touchés par la crise, en particulier si la crise se prolonge.

En France, l'effet des politiques familiales sur la fécondité pendant la crise a été limité

Les prestations familiales peuvent jouer un rôle d'amortisseur des effets de la crise sur les revenus, notamment grâce aux aides versées qui peuvent compenser en partie des pertes de revenu d'activité. De manière générale, les effets des politiques familiales sur la fécondité sont difficiles à mesurer, notamment parce que la décision d'avoir un enfant est le plus souvent planifiée et s'inscrit dans une temporalité longue. De plus, l'impact d'une nouvelle mesure ne se manifeste qu'après un certain temps, nécessaire aux ménages pour l'assimiler et s'assurer de sa stabilité [Thévenon, 2014]. L'effet des différentes mesures ne peut alors s'observer que dans un contexte différent de celui dans lequel elles ont été mises en place. Il est donc difficile d'isoler l'effet des mesures de celui du changement de contexte. Néanmoins, certains résultats ont pu être avancés dans la littérature. Pour cela il faut distinguer les trois types d'aide aux familles et aux enfants : les aides financières (allocations financières ou compléments de revenu liés à l'interruption d'activité, etc.), les avantages en nature (crèches, écoles maternelles ou aide publique à la garde d'enfant, etc.) et enfin les exonérations fiscales. Il ressort des différentes études réalisées que ces dernières ont un impact marginal sur l'ICF, qui concerne principalement les hauts revenus, et que les aides financières ont également un effet positif mais limité sur la fécondité [Thévenon, Gauthier, 2010]. En revanche, dans la mesure où ils favorisent la participation des femmes sur le marché du travail, les services de la petite enfance jouent un rôle explicatif plus important sur les niveaux de fécondité [Thévenon, 2014]. La carte européenne de la fécondité semble correspondre à celle où les modes de garde sont les plus développés pour permettre aux femmes de concilier vie familiale et vie professionnelle.

En 2013, la fécondité est effectivement plus élevée dans les pays où la part du PIB consacrée aux dépenses en faveur des familles est plus importante (*figure 6*). Le Royaume-Uni, l'Irlande, la France et la Suède dépensent ainsi nettement plus de 3 % du PIB pour les familles et ont des indicateurs de fécondité supérieurs à 1,8 enfant. L'Allemagne a réalisé des efforts récents et franchit à son tour les 3 % de dépenses mais sa fécondité demeure encore loin des pays où les politiques d'aide aux familles sont plus anciennes. Même si les prestations financières sont généralement majoritaires, la fécondité est forte dans les pays qui mettent l'accent sur les services à la petite enfance.

6. Indicateur conjoncturel de fécondité et dépenses en direction des familles



Lecture : en 2011, les dépenses en direction des familles représentaient plus de 3 % du PIB en Allemagne, soit 0,4 point de plus qu'en 2007. En 2011, les prestations financières de l'Allemagne en direction des familles représentaient 1,2 % du PIB, les avantages en nature 1,0 % du PIB et les réductions fiscales 0,9 % du PIB.

Source : Données OCDE sur les dépenses sociales.

Suite à la crise économique de 2008, de nombreux pays européens ont d'abord accru les dépenses pour les familles dans le but d'amortir les effets de la crise sur le revenu des ménages (en 2009, prime forfaitaire en faveur des familles modestes en Italie, prime exceptionnelle en France pour les bas revenus ayant des enfants scolarisés, prime de naissance en Espagne de 2008 à 2010, extension des indemnités d'éducation à toutes les catégories de revenus au Portugal, etc.). Mais des mesures de réduction de ces mêmes dépenses ont ensuite prévalu, principalement pour des raisons budgétaires. Néanmoins, peu de pays ont diminué leur aide aux services de la petite enfance [Thévenon, Adema, Ali, 2014] et l'effet net de la crise est une hausse de la part du produit intérieur brut (PIB) allouée aux familles. Cette hausse est mécanique : à la récession (baisse du PIB), s'ajoute l'augmentation des aides accordées sous conditions de ressources. En Irlande et au Royaume-Uni en particulier, le nombre de bénéficiaires a fortement augmenté. Ces deux pays consacrent ainsi plus de 4 % du PIB aux politiques familiales en 2011, 1,0 point de plus qu'en 2007 pour l'Irlande et 0,7 point supplémentaire pour le Royaume-Uni. La France, qui offrait déjà des aides élevées et diversifiées, n'a pas connu de telles évolutions, mais cela pourrait changer avec la réforme engagée en 2013 (encadré 2). L'Espagne, le Portugal et la Grèce consacraient déjà une part très faible de leur richesse aux politiques familiales (moins de 1,5 % du PIB) et la crise a finalement peu affecté leurs dépenses.

Si les dépenses en faveur des familles jouent un rôle structurel important sur les niveaux de fécondité, elles sont sans doute moins efficaces pour limiter les effets conjoncturels d'une crise économique. Le Royaume-Uni, l'Irlande et l'Italie, qui ont connu les plus fortes hausses de leurs dépenses à destination des familles, n'ont pas évité des baisses notables de leur fécondité. ■

Les changements de politique familiale en France depuis 2008

Comme de nombreux pays européens, la France a d'abord cherché à compenser les effets de la crise en augmentant les dépenses en direction des familles grâce à des réductions fiscales et au versement d'une prime ponctuelle de 150 € en 2009 pour les familles modestes. Dans un deuxième temps, à partir de 2012, elle a plutôt cherché à limiter les dépenses : gel des revalorisations des prestations familiales en 2012 puis baisse du plafond de réduction d'impôt liée au quotient familial et du montant d'allocations liées à la Paje (prestation d'accueil du jeune enfant) et modulation des allocations familiales selon le niveau de revenu en 2015. Ces

restrictions de dépenses s'accompagnent toutefois d'une augmentation des suppléments familiaux accordés aux familles modestes (hausse du complément familial de 50 % d'ici 2018) et d'un plan de développement des services d'accueil de la petite enfance (création de 275 000 places d'ici 2018). 10 % des places au sein de ces structures sont réservées aux enfants vivant sous le seuil de pauvreté. Les mesures prises depuis 2012 pour freiner les dépenses en direction des familles visent à les recentrer sur celles qui ont des faibles revenus et à favoriser les services d'accueil [Thévenon, Adema, Ali, 2014].

Définitions

L'**indicateur conjoncturel de fécondité** mesure le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie, si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge demeuraient inchangés.

La **descendance finale** est le nombre moyen d'enfants mis au monde par une génération de femmes donnée tout au long de leur vie féconde, en ne tenant pas compte de leur mortalité. C'est la somme des taux de fécondité par âge d'une génération.

Le **taux de chômage** est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs en emploi et chômeurs). Le taux de chômage diffère de la part du chômage qui, elle, mesure la proportion de chômeurs dans l'ensemble de la population.

Le **revenu disponible net (OCDE)** des ménages correspond à la somme des salaires et traitements, du revenu mixte (à la fois revenus d'activité et profits de l'entreprise pour les indépendants), des revenus nets de la propriété, des transferts courants nets et des prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, moins les impôts sur le revenu et le patrimoine et les cotisations de sécurité sociale payées par les salariés, les travailleurs indépendants et les chômeurs.

Pour en savoir plus

D'Addio A., Mira d'Ercole M., « Politiques, institutions et taux de fécondité : une analyse sur données de panel appliquée aux pays de l'OCDE », *Revue Économique de l'OCDE*, n° 41, 2005/2.

Davie E., « Un premier enfant à 28 ans », *Insee Première* n° 1419, octobre 2012.

Fokkema T., Val H., Beer J., Van Duin C., "The Netherlands : Childbearing within the context of a "Poldermodel" society", *Demographic Research*, 2008.

Friedman D., Hechter M. et Kanazawa S., "A theory of the value of children", *Demography*, 1994.

Goldstein J., Sobokta T., Jasilioniene A., "The end of lowest-low fertility ?", *Population and Development Review*, 2009.

Pailhé A., « Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses », *Politiques sociales et familiales*, Ined, juin 2010.

Pison G., « Deux enfants par femme dans la France de 2010 : la fécondité serait-elle insensible à la crise économique ? », *Population & Sociétés*, Ined, mars 2011.

Pison G., « Les conséquences de la crise économique sur la fécondité en France et dans les pays développés », *Informations sociales*, Cnaf, 2013.

Pfirsich T., « Une géographie de la famille en Europe du Sud », *Cybergeo*, 2011.

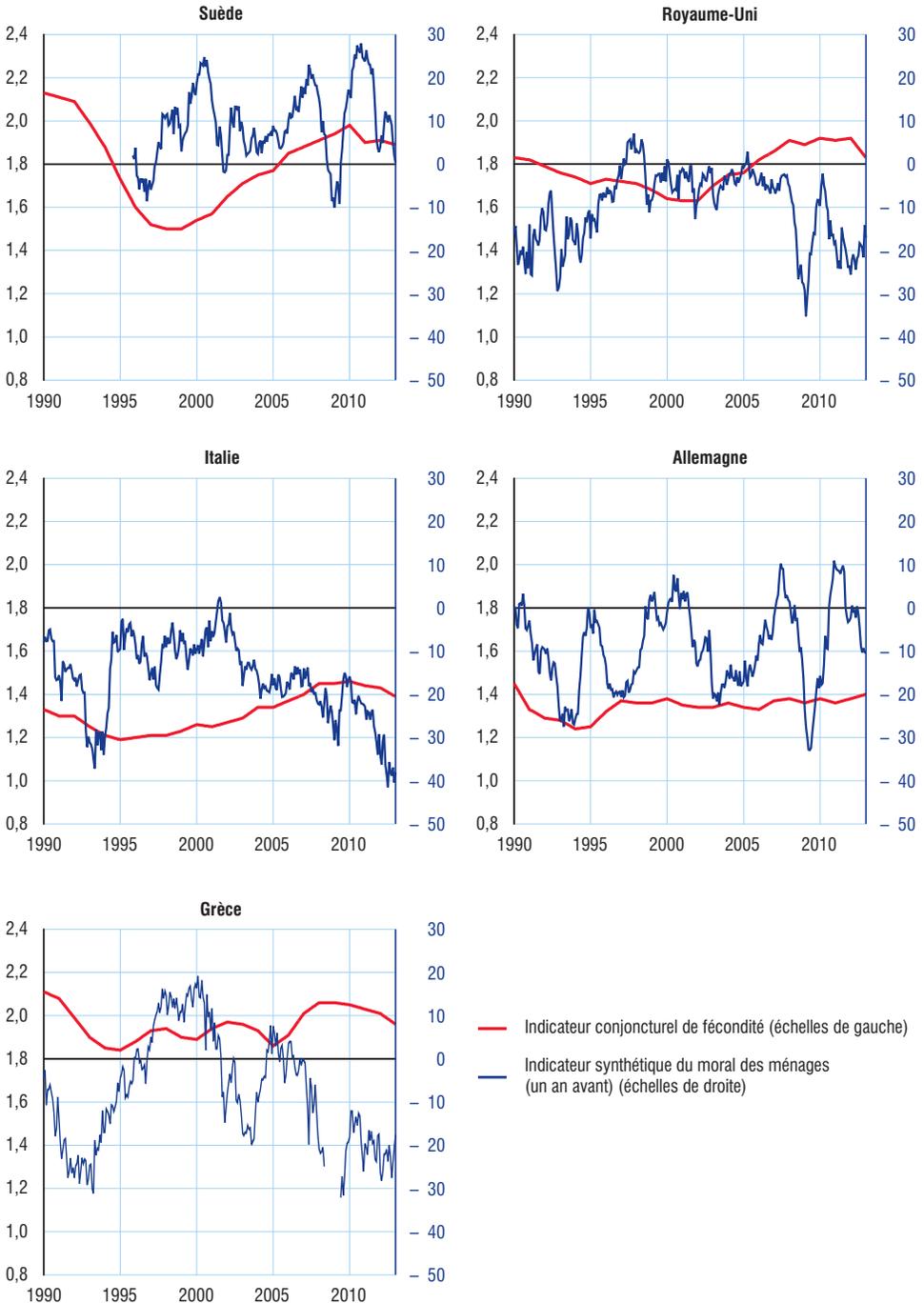
Sobotka T., Skirbekk V. et Philipov D., "The impact of economic recession on fertility in the developed world. A literature review", rapport pour le *Demography Network of the EU Social Situation Observatory*, 2009.

Thévenon O., « Évaluer l'impact des politiques familiales », *Informations sociales*, 2014.

Thévenon O., Gauthier A., « Variations de la fécondité dans les pays développés : disparités et influences des politiques d'aides aux familles », *Politiques sociales et familiales*, 2010.

Thévenon O., Adema W., Ali N., « Les politiques familiales en France et en Europe : évolutions récentes et effets de la crise » *Population & Sociétés*, Ined, 2014.

Annexe : évolution du moral des ménages et de l'ICF entre 1990 et 2013



Source : Eurostat, enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages / Camme.